

PAIX ET SÉCURITÉ

# L'ALLEMAGNE ET LA DISSUASION NUCLÉAIRE

L'effet boomerang des armes nucléaires

**Anne Balzer**  
Février 2020



Pour l'Allemagne, participer à une politique de dissuasion nucléaire européenne serait en complète contradiction avec son approche diplomatique, basée sur l'alliance pour le multilatéralisme.



Exposé au risque croissant de l'accélération des systèmes d'information, le principe même de la dissuasion nucléaire est loin d'être un gage de stabilité internationale.



Il est de la responsabilité des décideurs politiques de minimiser le risque sécuritaire immense pour les populations, ce qui implique l'abandon de la dissuasion nucléaire.

PAIX ET SÉCURITÉ

# L'ALLEMAGNE ET LA DISSUASION NUCLÉAIRE

L'effet boomerang des armes nucléaires

L'objectif d'un monde sans armes nucléaires est un fil rouge de la politique étrangère de l'Allemagne. Dans une interview parue dans le *Tagesspiegel*, le député CDU Johann Wadephul formulait pourtant la revendication suivante : « Quiconque se veut un véritable Européen ne doit pas se contenter de coopérer en matière de politique environnementale, mais également de politique d'armement. » Et de poursuivre : « En l'état actuel de ses capacités et de ses moyens, l'Allemagne doit se tenir prête à prendre sa part dans la dissuasion nucléaire. A l'inverse, la France devrait placer sa force nucléaire sous un commandement allié de l'Union européenne ou de l'OTAN. »

Réclamer l'accès à un arsenal nucléaire en guise de réponse aux crises internationales nous replonge dans un débat vieux de plusieurs décennies. Si les grandes lignes de la politique étrangère de l'Allemagne sont souvent floues et restent en deçà des attentes exprimées par différents acteurs de la scène internationale, la position allemande ne souffre aucune ambiguïté sur au moins un point, à savoir la volonté de mettre en place une nouvelle approche diplomatique : le multilatéralisme en lieu et place du cavalier seul, la diplomatie plutôt que *la force de frappe*<sup>1</sup>. Un programme nucléaire franco-allemand ou européen constituerait un recul dans l'approche diplomatique menée par les gouvernements allemands de ces dernières années.

L'Allemagne et la France entretiennent déjà une étroite coopération en matière d'armement, entre autres par l'intermédiaire du récent projet aéronautique du système aérien de combat du futur (Future Combat Air System). Une coopération franco-allemande ou européenne rendue encore plus étroite, comprenant un volet nucléaire, viendrait contrecarrer toute tentative d'alliance pour le multilatéralisme. En 2007, la France avait du reste, sous la présidence Sarkozy, déjà proposé à l'Allemagne une participation limitée à son arsenal nucléaire : l'Allemagne était censée s'acquitter d'une contribution au financement de la puissance nucléaire française, obtenant en contrepartie un droit de regard sur son utilisation. Le gouvernement fédéral avait alors décliné l'offre, rappelant par la voix du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Frank Walter Steinmeier, que l'Allemagne est un pays signataire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

et n'ambitionne pas d'acquérir l'arme nucléaire. Cette position devrait garder aujourd'hui sa validité. Et ce d'autant plus qu'une participation de l'Allemagne au programme nucléaire français n'aurait rien d'une simple « aventure sans lendemain », mais bien tout d'un « contrat de mariage » à long terme, avec de lourdes conséquences pour l'ensemble des régimes de limitation et de contrôle des armements, ainsi que de désarmement. A l'avenir, un « divorce » ne serait possible qu'au prix d'un déchirement.

Les armes nucléaires sont des armes de destruction massive. La dissuasion nucléaire repose sur la disposition et la capacité à en faire usage. Une telle stratégie de dissuasion nucléaire ne saurait servir de socle à une Union européenne dont les intérêts en matière de sécurité et de défense varient fortement de la Baltique au Portugal, pas plus qu'elle ne pourrait servir de base à une politique de coopération à l'égard d'autres Etats en dehors de l'Europe. Ainsi, comment l'Allemagne pourrait-elle de manière crédible faire valoir ses arguments contre les programmes d'armement nucléaires menés par d'autres Etats ou contre les ambitions nucléaires de la Corée du Nord ou de l'Iran, en faisant elle-même partie d'une récente initiative européenne de dissuasion nucléaire ? L'Allemagne ferait ici preuve d'une inconséquence encore plus évidente que celle que l'on peut d'ores et déjà constater dans le cadre de sa participation au partage nucléaire de l'OTAN impliquant la question des armes nucléaires américaines.

Car oui, l'Allemagne se doit de mener une politique étrangère et une politique de défense autonomes, lesquelles supposent par ailleurs une plus grande responsabilité dans certains domaines. La participation aux programmes nucléaires d'autres Etats ne relève pas, sur le long terme, de cette plus grande responsabilité. La question n'est pas tant de savoir quelle influence l'attitude de l'actuel président américain Donald Trump a sur le débat ou si Marine Le Pen pourra un jour ou l'autre appuyer sur le bouton nucléaire. Les chefs d'Etat passent, la dissuasion nucléaire, quant à elle, demeure et détermine la coopération internationale depuis déjà 75 ans. Ce principe de dissuasion a fondé un système international dans lequel certains Etats ont le droit de posséder un instrument susceptible de détruire l'humanité tandis que son acquisition restera pour d'autres à jamais interdite.

<sup>1</sup> En français dans le texte.

Il serait naïf de supposer que cette situation initiale puisse déboucher sur une stabilité internationale à long terme. La dissuasion nucléaire a déjà montré ses premiers signes d'érosion au cours des dernières années. Faisant fi des sanctions internationales, la Corée du Nord continue de mener ses tests nucléaires et d'expérimenter ses missiles à longue portée. Quant aux relations entre la Russie et le monde occidental, celles-ci sont plus tendues que jamais. Le conflit sur le nucléaire iranien a également repris de plus belle, après avoir pourtant accordé à la communauté internationale un bref répit avec l'accord du JCPOA signé en 2015. Sans oublier le président turc Recep Erdogan qui a revendiqué son droit à la bombe atomique à l'automne 2019. Voilà de quoi se laisser aisément convaincre que la dissuasion nucléaire n'est pas un gage de stabilité internationale. Bien au contraire : celle-ci attise les ambitions nucléaires d'acteurs internationaux toujours plus nombreux, qui voient dans « la carte nucléaire » un atout dans la lutte pour l'influence et la reconnaissance au sein de la communauté internationale.

Le concept d'une dissuasion nucléaire européenne ne trouve sa justification que dans l'idée qu'il y aurait d'une part un certain nombre d'acteurs internationaux agissant de manière rationnelle et d'autre part un fonctionnement infaillible des technologies et des systèmes de communication. Or, l'accélération des échanges d'informations et des processus décisionnels modifient la marge de manœuvre politique, en particulier en situation de crise. A cet égard, les risques liés à la dissuasion nucléaire sont le plus souvent sous-estimés dans le débat public, quand ils ne sont pas tout bonnement niés. Nul besoin de reprendre la liste de toutes les fausses alertes qu'a connues l'histoire et qui ont plusieurs fois mené l'URSS et les Etats-Unis au bord d'une guerre nucléaire. Il suffit de revenir à janvier 2018, au pic des tensions entre les Etats-Unis et la Corée du Nord : pendant 48 longues minutes, la population d'Hawaï a vécu dans le doute de savoir si un missile nucléaire faisait effectivement route vers l'île. En cause : une chaîne d'information déclenchée par erreur à l'initiative de l'Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA<sup>2</sup>) et relayée par un SMS d'urgence auprès des citoyens. Un récent rapport du Pentagone fait état de failles de sécurité dans le système informatique interne des nouvelles ogives nucléaires B61-12, qui seraient ainsi vulnérables aux cyber-attaques. Des études sur les liens entre nouvelles technologies et armes nucléaires montrent que le développement d'armes autonomes, de l'intelligence artificielle et des capacités offensives des cyber-systèmes augmentent le risque de recours aux armes nucléaires.

Les systèmes techniques et les décisions humaines sont faillibles. Il est donc de la responsabilité des décideurs politiques de minimiser le risque sécuritaire pour les populations, ce qui implique l'abandon de la dissuasion nucléaire. Voilà qui serait une mesure préventive de politique de sécurité digne d'un « véritable Européen », pour reprendre les mots de Johann Wadephul, pas uniquement au nom d'un intérêt national, mais dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière. L'explosion d'une seule bombe atomique dans une seule ville, qu'elle soit ou non intentionnelle, aurait des conséquences désastreuses pour lesquelles n'existe aucune mesure de secours adaptée, selon le Comité international de la Croix-Rouge. Si le conflit entre les deux puissances nucléaires que sont le Pakistan et l'Inde venait à dégénérer, les éventuelles répercussions ne s'arrêteraient pas aux frontières de l'Union européenne ni se limiteraient à la région du Cachemire.

Que le débat sur la dissuasion nucléaire reste figé dans les schémas de la guerre froide n'est pas la seule source d'étonnement. La dissociation entre la position de la CDU sur la dissuasion nucléaire et les attentes de ses électeurs a également de quoi surprendre. Un sondage mené par Greenpeace à l'été 2019 montre en effet que 89 % des sympathisants de la CDU sont favorables à ce que l'Allemagne rejoigne le traité sur l'interdiction des armes nucléaires, condamnant ainsi l'utilisation des armes de destruction massive. Un peu moins de 75 % des sympathisants de la CDU interrogés se prononcent également de manière explicite pour un retrait des armes nucléaires stationnées en Allemagne. Ces taux sont encore plus élevés lorsque l'on interroge les sympathisants issus d'autres partis.

Il est grand temps que le débat sur les armes et la dissuasion nucléaires se mette à l'heure du 21<sup>ème</sup> siècle. En restant attaché à des paradigmes sécuritaires d'un autre âge, on s'expose toujours au même effet boomerang : l'émergence de nouvelles puissances nucléaires.

L'article a été publié en février 2020 dans le IPG-Journal sous le titre **Der nukleare Bumerang**. Die Forderung einer gemeinsamen europäischen Abschreckung ist kontraproduktiv. In Zukunft könnte es noch mehr Atomwaffenstaaten geben.

<sup>2</sup> Federal Emergency Management Agency.

## L'AUTEURE

**Anne Balzer** est chargée de communication et de projets éducatifs de la *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires* (ICAN).

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

## EDITEUR

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris  
41 bis, bd. de la Tour-Maubourg | 75007 Paris | France

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:

[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Schmid, Nils

**L'alliance pour le multilatéralisme**

Quelle stratégie face au nouveau désordre mondial?

Köpping, Petra

**Comment enfin faire de l'unité allemande une réalité**

Krumm, Reinhard; Dienes, Alexandra; Weiß, Simon

**Cavalier seul ou allié?**

Les alliances dans une ère d'incertitudes diplomatiques

Gatz, Christopher

**Le plafonnement des loyers**

Une mesure efficace pour répondre à la crise du logement

Fink, Philipp; Hennicke, Martin; Tiemann, Heinrich

**Une Allemagne inégalitaire**

Rapport sur les disparités socio-économiques 2019

Gatz, Christopher

**Le climat: un sujet à risque sur le plan électoral**

Changement climatique, énergie et environnement

# L'ALLEMAGNE ET LA DISSUASION NUCLÉAIRE

## L'effet boomerang des armes nucléaires



En Allemagne, les réflexions sur la participation allemande à une politique de dissuasion nucléaire française ou européenne ravivent un débat vieux de plusieurs décennies. Alors que l'objectif d'un monde sans armes nucléaires reste un fil rouge de la politique étrangère de l'Allemagne, revendiquer une coopération sur le nucléaire serait en complète contradiction avec son approche diplomatique, basée sur l'alliance pour le multilatéralisme.



Une stratégie nucléaire commune est incompatible avec les différences d'intérêt des pays européens en matière de sécurité et de défense. Attisant les ambitions nucléaires d'acteurs internationaux toujours plus nombreux et exposé au risque de l'accélération des échanges d'informations et des processus décisionnels, le principe même de la dissuasion nucléaire est loin d'être un gage de stabilité internationale.



Il est de la responsabilité des décideurs politiques de minimiser le risque sécuritaire immense pour les populations, ce qui implique l'abandon de la dissuasion nucléaire. En restant attaché à des paradigmes sécuritaires issus de la Guerre froide, on s'expose toujours au même effet boomerang : l'émergence de nouvelles puissances nucléaires

Weitere Informationen zum Thema erhalten Sie hier:

[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)